

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 3051

[C — 2000/29417]

26 OCTOBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 27 juillet 1979, portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, pour l'année scolaire 2000-2001

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, inséré par l'arrêté royal n° 467 du 1^{er} avril 1986;

Vu l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 10*bis*, inséré par le décret du 19 juillet 1993 et modifié par les décrets des 22 décembre 1994, 2 avril 1996, 24 juillet 1997 et 17 juillet 1998, et l'article 10*septies*, inséré par le décret du 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979, portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1981, par les arrêtés royaux n° 73 du 20 juillet 1982 et n° 226 du 7 décembre 1983, par les arrêtés royaux des 29 août 1985 et 21 octobre 1985, par les arrêtés de l'Exécutif des 7 novembre 1991 et 30 avril 1993, par l'arrêté du Gouvernement du 11 janvier 1995, par le décret du 24 juin 1996, par les arrêtés du Gouvernement des 15 octobre 1996 et 24 octobre 1996, par le décret du 4 février 1997, par l'arrêté du Gouvernement du 29 avril 1999 et par l'arrêté du Gouvernement du 8 juin 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 juin 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2000;

Vu le protocole de négociation du 28 septembre 2000 du Comité du secteur IX;

Vu l'urgence;

Considérant que l'avis annonçant les emplois vacants doit être inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois d'octobre 2000 et que la Commission de réaffectation doit se réunir dans le courant du mois de novembre 2000 et qu'il est dès lors nécessaire d'aménager les dispositions statutaires afin de permettre une réaffectation optimale des membres du personnel technique concernés;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 octobre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement secondaire et du Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 26 octobre 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 26, alinéa 2, de l'arrêté royal du 27 juillet 1979, portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, les mots "pendant le mois au cours duquel a lieu le dernier tour de réaffectation et de mutation", sont remplacés par les mots "au cours du mois d'avril".

Art. 2. Dans l'article 29, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "introduites annuellement, sans interruption, pour une désignation temporaire, dans la fonction à conférer" sont remplacés par les mots "à une désignation à titre temporaire introduite pour la fonction sollicitée, dans le respect des conditions prescrites par l'article 14 du présent arrêté".

Art. 3. Dans l'article 82 du même arrêté, les mots "par réaffectation ou par mutation" sont remplacés par les mots "d'abord par réaffectation, ensuite par mutation".

Art. 4. § 1^{er}. L'intitulé du chapitre IX du même arrêté, remplacé par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993, est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE IX - De la réaffectation, du rappel provisoire à l'activité de service et de la mutation ».

§ 2. Les articles 95*bis* à 116 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Section 1^{re}. — *Dispositions générales*

Article 96. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° réaffectation : attribution à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi, d'un emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé;

2° rappel provisoire à l'activité de service : attribution temporaire à un membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi, d'un emploi de la fonction à laquelle il est nommé ou qui lui a donné accès à la fonction de promotion à laquelle il est nommé;

3° mutation : transfert, à titre définitif, dans un emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé, d'un membre du personnel technique affecté dans un centre vers un autre centre.

Article 97. Une commission de réaffectation est créée au sein du Ministère de la Communauté française :

Cette commission est composée :

1° d'un président choisi parmi les fonctionnaires du Ministère titulaires du grade de Directeur général adjoint au moins;

2° de deux membres choisis parmi les fonctionnaires du Ministère, compétents en matière de gestion du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française;

3° de trois membres désignés sur proposition des organisations représentant les enseignants et les membres du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française affiliées à des organisations syndicales qui siègent au Conseil national de travail, chaque organisation disposant d'au moins un représentant;

4° d'un délégué du Ministre ayant la gestion des membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française dans ses attributions.

Pour chaque membre effectif, il est désigné un suppléant.

La commission est assistée d'un secrétaire choisi parmi les fonctionnaires du Ministère.

Article 98. Le Ministre ayant la gestion du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française dans ses attributions nomme le président, les membres fonctionnaires et son délégué.

Il nomme également, sur proposition des organisations syndicales visés à l'article 97, 3°, les membres représentant ces organisations.

Le secrétaire est désigné par le Ministre sur proposition du président.

La Commission peut se faire assister de techniciens n'ayant pas voix délibérative. Elle fixe son règlement d'ordre intérieur qui est soumis au Ministre pour approbation.

Article 99. Le mandat des membres de la commission de réaffectation n'est pas rémunéré. Ils ont droit au remboursement des frais de déplacement en première classe afin de se rendre aux réunions ainsi qu'au remboursement des frais de séjour.

Article 100. § 1^{er}. Dans le courant du mois de novembre 2000, la Commission de réaffectation se réunit et propose la réaffectation des membres du personnel technique dans les emplois définitivement vacants au 1^{er} septembre 2000.

Elle transmet ses propositions au Ministre pour décision.

Les décisions relatives aux réaffectations proposées conformément au présent article, § 1^{er}, produisent leurs effets à la date du 1^{er} janvier 2001.

Si le membre du personnel technique a été rappelé à l'activité de service dans une emploi comprenant au moins les trois quarts des périodes pour lesquelles il est rémunéré, il ne prend ses fonctions dans le centre où il est réaffecté qu'au 1^{er} septembre 2001.

§ 2. Ensuite, dans le courant du mois de novembre 2000, la Commission de réaffectation examine et propose la réaffectation des membres du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi au 1^{er} septembre 2000 dans les emplois qui peuvent être libérés conformément aux dispositions de l'article 10bis de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

Elle transmet ses propositions au Ministre pour décision.

Les décisions relatives aux réaffectations proposées conformément au présent article, § 2, alinéa 1^{er}, produisent leurs effets à la date du 1^{er} janvier 2001.

Article 101. § 1^{er}. Tout membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi peut, à sa demande, être mis en disponibilité pour convenance personnelle.

§ 2. La durée de la mise en disponibilité par défaut d'emploi, servant de base de calcul du traitement d'attente fixé à l'article 184, est suspendue pendant les heures de rappel provisoire à l'activité de service.

Section II. — *De la réaffectation*

Article 102. Les emplois définitivement vacants au 1^{er} septembre 2000 sont portés par le Ministre à la connaissance des membres du personnel technique qui ont été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans les centres au moyen d'un avis inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois d'octobre 2000.

Cet avis mentionne que les emplois pourront être attribués par réaffectation aux membres du personnel technique stagiaires ou nommés à titre définitif qui ont été mis en disponibilité par défaut d'emploi dans la fonction à conférer.

Cet avis invite les membres du personnel technique, intéressés par les emplois à conférer, à introduire une demande de réaffectation.

L'avis précise la forme et le délai dans lesquels les demandes doivent être introduites.

Article 103. Les demandes doivent être envoyées, par lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis visé à l'article 102 du présent arrêté.

Les demandes doivent être introduites dans la forme et le délai fixés.

Le délai ne pourra être inférieur à dix jours ouvrables. Il prend cours le jour de publication de l'avis par le *Moniteur belge*.

Article 104. Le membre du personnel technique qui sollicite plusieurs emplois, devra introduire une demande séparée pour chaque emploi, en indiquant éventuellement sa préférence.

Article 105. Le Ministre réaffecte le membre du personnel technique qui n'a pas introduit de demande de réaffectation dans l'un des emplois vacants non obtenus par les membres du personnel technique qui ont introduit une ou plusieurs demande(s) de réaffectation dans la forme et le délai fixés.

Section III. — *Du rappel provisoire à l'activité de service*

Article 106. Tout membre du personnel technique mis en disponibilité par défaut d'emploi reste à la disposition du Ministre qui peut le rappeler provisoirement à l'activité de service :

1° avant toute désignation de temporaire;

2° ensuite, dans les emplois occupés par les temporaires classés dans le second groupe;

3° enfin, dans les emplois occupés par les temporaires classés dans le premier groupe, dans l'ordre inverse de leur classement.

Article 107. Lorsque le Ministre est amené à conférer temporairement un emploi dans une fonction de promotion, il donne la priorité au rappel provisoire à l'activité de service d'un membre du personnel mis en disponibilité dans ladite fonction, puis au membre du personnel qui remplit les conditions prévues à l'article 85, 1 à 3, du présent arrêté et qui est à même d'occuper immédiatement et effectivement ladite fonction.

Article 108. Le membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi dans une fonction de promotion peut être rappelé provisoirement à l'activité de service dans un emploi de la fonction de recrutement qui lui a permis l'accès à la fonction de promotion à laquelle il est nommé, conformément aux dispositions de l'article 106 du présent arrêté.

Nonobstant ce rappel provisoire à l'activité de service, le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er} reste à la disposition du Ministre pour être réaffecté dans la fonction à laquelle il est nommé.

Le membre du personnel technique, ainsi rappelé provisoirement à l'activité de service, garde le bénéfice de l'échelle barémique qui était la sienne avant sa mise en disponibilité par défaut d'emploi.

Section IV. — *De la mutation*

Article 109. Les emplois restant définitivement vacants après les opérations de réaffectation, sont portés, par le Ministre, à la connaissance des membres du personnel nommés à titre définitif au moyen d'un avis inséré au *Moniteur belge* dans le courant du mois de février 2001.

Cet avis mentionne que les emplois peuvent être attribués par mutation aux membres du personnel nommés à titre définitif, titulaires de la fonction de recrutement dont l'emploi est à conférer et qui ont reçu au moins la mention "satisfait" au dernier bulletin de signalement ou titulaires de la fonction de promotion dont l'emploi est à conférer et qui sont nommés dans ladite fonction de promotion depuis trois ans au moins.

L'avis invite les membres du personnel, intéressés par les emplois à conférer, à introduire une demande de mutation.

Cet avis invite également les membres du personnel technique visés à l'alinéa 2 du présent article, désireux d'obtenir une mutation dans un emploi devenu définitivement vacant à la suite des mutations intervenues au premier tour, à introduire une demande de mutation.

L'avis précise la forme et le délai dans lesquels les demandes doivent être introduites.

Article 110. Les demandes doivent être envoyées, par lettre recommandée à la poste, à l'adresse indiquée dans l'avis visé à l'article 109 du présent arrêté.

Les demandes doivent être introduites dans la forme et le délai fixés.

Le délai ne pourra être inférieur à dix jours ouvrables. Il prend cours le jour de publication de l'avis par le *Moniteur belge*.

Article 111. Le membre du personnel technique qui sollicite plusieurs emplois, devra introduire une demande séparée pour chaque emploi, en indiquant éventuellement sa préférence.

Article 112. Seules les demandes introduites dans la forme et le délai fixés par l'avis visé à l'article 109 sont prises en considération.

Article 113. Tout emploi de la fonction à laquelle ils sont nommés à titre définitif, devenu définitivement vacant à la suite des mutations intervenues au premier tour des mutations, est porté, par lettre-circulaire, à la connaissance des membres du personnel technique qui ont introduit une demande de mutation conformément aux dispositions de l'article 109, alinéa 4, du présent arrêté, et qui n'ont pas obtenu une mutation lors de ce premier tour.

Cette lettre-circulaire leur est adressée sous pli recommandé à la poste. Elle invite les membres du personnel intéressés par l'emploi à conférer, à introduire leur demande à l'adresse indiquée, dans le délai de huit jours. Ce délai prend cours le lendemain de la date de l'envoi de la lettre-circulaire.

Article 114. Pour chacun des emplois à conférer, les membres du personnel technique qui ont régulièrement introduit une demande de mutation et qui remplissent les conditions requises, sont classés d'après l'ancienneté de service dans les centres de la Communauté française, acquise à la date du 1^{er} septembre de l'année de l'exercice en cours.

En cas d'égalité d'ancienneté de service, la priorité est accordée au membre du personnel technique qui compte la plus grande ancienneté de fonction dans les centres de la Communauté française, à la date précitée.

En cas d'égalité d'ancienneté de fonction, la priorité est accordée au membre du personnel le plus âgé.

Article 115. § 1^{er}. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 114 :

1. sont admissibles tous les services que le membre du personnel technique a rendus, à quelque titre que ce soit, dans les centres de la Communauté française, dans une fonction du personnel technique;

2. la durée de ces services rendus dans une fonction à prestations complètes ou incomplètes est égale au nombre de jours prestés comptés du début à la fin des périodes ininterrompues d'activité de service, y compris toutes les absences assimilées à une période d'activité de service, englobées dans ces périodes ininterrompues d'activité de service;

3. sont également admissibles :

a) les absences en tant que membre temporaire du personnel technique obtenues conformément à l'article 170 du présent arrêté, si elles sont englobées dans les périodes d'activité ininterrompue;

b) les périodes pendant lesquelles le membre du personnel a été mis en disponibilité par défaut d'emploi ou en disponibilité pour cause de maladie;

4. trente jours forment un mois;

5. les services effectifs acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui compte au moins la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes, sont pris en considération au même titre que les services acquis dans une fonction à prestations complètes, le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes, qui comporte moins de la moitié des prestations requises pour une fonction à prestations complètes étant réduit de moitié.

§ 2. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 114 :

1. sont admissibles tous les services que le membre du personnel technique a rendus, à quelque titre que ce soit, dans les centres de la Communauté française, dans la fonction dont l'emploi est à conférer;

2. les dispositions du § 1^{er}, points 2, 3, 4 et 5 sont applicables.

Article 116. Le Ministre confère, par mutation, tout emploi définitivement vacant de la fonction à laquelle il est nommé à titre définitif au membre du personnel technique qui occupe la première place du classement visé à l'article 114, en tenant compte des préférences exprimées conformément aux dispositions de l'article 111.

Le Ministre peut déroger à la règle de l'alinéa 1^{er} en ce qui concerne la mutation dans un emploi d'une fonction de promotion. Dans ce cas, le Ministre formule sa décision en reprenant les motifs qui la justifient.

Les décisions de mutation produisent leurs effets à la date du 1^{er} septembre 2001".

§ 3. Sont abrogés dans le même arrêté :

l'article 117, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993;

la section 5, comprenant les articles 118 à 128, modifiée par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993 et par les arrêtés du Gouvernement des 15 octobre 1996 et 29 avril 1999;

la section 6, comprenant l'article 129 modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 octobre 1996.

Art. 5. Dans l'article 183, § 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993, les mots "dans un emploi vacant" sont remplacés par les mots "dans un emploi définitivement ou temporairement vacant. »

Art. 6. A l'article 183ter du même arrêté, inséré par l'arrêté de l'Exécutif du 30 avril 1993, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 3, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 15 octobre 1996, est abrogé;

2° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les dispositions de l'article 115 sont applicables pour le calcul des anciennetés de service et de fonction visées aux §§ 1^{er} et 2. »

Les anciennetés sont fixées à la date à laquelle la mise en disponibilité est prononcée. »

Art. 7. Dans l'article 184, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "à son traitement d'activité" sont remplacés par les mots "à son dernier traitement d'activité. »

Art. 8. Le présent arrêté est applicable pour l'année scolaire 2000-2001 et entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre de l'Enseignement secondaire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 octobre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement secondaire,
P. HAZETTE

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de promotion sociale,
W. TAMINIAUX.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 3051

[C — 2000/29417]

26 OKTOBER 2000. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, voor het schooljaar 2000-2001**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 7, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 april 1986;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 10bis, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 1993 en gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 2 april 1996, 24 juli 1997 en 17 juli 1998, en op artikel 10septies, ingevoegd bij het decreet van 24 juli 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1981, bij de koninklijke besluiten nr. 73 van 20 juli 1982 en nr. 226 van 7 december 1983, bij de koninklijke besluiten van 29 augustus 1985 en 21 oktober 1985, bij de besluiten van de Executieve van 7 november 1991 en 30 april 1993, bij het besluit van de Regering van 11 januari 1995, bij het decreet van 24 juni 1996, bij de besluiten van de Regering van 15 oktober 1996 en 24 oktober 1996, bij het decreet van 4 februari 1997, bij het besluit van de Regering van 29 april 1999 en bij het besluit van de Regering van 8 juni 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 juni 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2000;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 28 september 2000 van het Comité van sector IX;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het advies waarin melding werd gemaakt van de vacante betrekkingen ingevoegd dient te worden in het *Belgisch Staatsblad* in de loop van de maand oktober 2000 en dat de Reaffectatiecommissie vergaderen moet gedurende de maand november 2000 en dat het dan ook noodzakelijk is de statutaire bepalingen aan te passen met als doel een optimale reaffectatie toe te laten van de betrokken leden van het technisch personeel;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 oktober 2000, in toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Secundair Onderwijs en van de Minister van Jeugd, Ambtenarenzaken en het Onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 oktober 2000,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 26, lid 2, van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, worden de woorden "in de loop van de maand waarin de laatste reffectatie- en mutatieperiode plaatsheeft" vervangen door de woorden "in de loop van de maand april".

Art. 2. In artikel 29, lid 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden "die per jaar, zonder onderbreking, voor een tijdelijke aanstelling in het te begeben ambt werden ingediend" vervangen door de woorden "voor een tijdelijke aanstelling ingediend voor het aangevraagd ambt, mits inachtneming van de voorwaarden bepaald bij artikel 14 van dit besluit".

Art. 3. In artikel 82 van hetzelfde besluit, worden de woorden "door reffectatie of door mutatie" vervangen door de woorden "eerst door reffectatie of dan door mutatie".

Art. 4. § 1. Het opschrift van hoofdstuk IX van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993, wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Hoofdstuk IX - De reffectatie, het weder in actieve dienst roepen en de mutatie".

§ 2. De artikelen 95*bis* tot 116 van hetzelfde besluit worden door de volgende bepalingen vervangen :

« Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Artikel 96. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° reffectatie : de toekenning, aan een technisch personeelslid dat ter beschikking gesteld is wegens ontstentenis van betrekking, van een vacante betrekking in het ambt waarin het benoemd is;

2° weder in actieve dienst roepen : de tijdelijke toekenning aan een technisch personeelslid dat in disponibiliteit gesteld is wegens ontstentenis van betrekking, van een betrekking in het ambt waarin het benoemd is of waardoor het toegang kreeg tot het bevorderingsambt waarin het benoemd is;

3° mutatie : definitieve overdracht in een definitief vacant verklaarde betrekking van het ambt waarvoor het benoemd is, van een lid van het technisch personeel aangesteld in een centrum, naar een ander centrum.

Artikel 97. Er wordt een Reffectatiecommissie opgericht binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Deze commissie bestaat uit :

1° een voorzitter gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie die houder van de graad van minstens Adjunct-directeur-generaal zijn;

2° twee leden gekozen onder ambtenaren van het Ministerie, bevoegd inzake personeelsbeheer van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap;

3° drie leden aangewezen op de voordracht van de organisaties die de leerkrachten en de leden van het technisch personeel vertegenwoordigen die aangesloten zijn bij een vakorganisatie die zitting heeft bij de Nationale Arbeidsraad, waarbij iedere organisatie over minstens één vertegenwoordiger beschikt;

4° een afgevaardigde van de Minister tot wiens bevoegdheid het beheer van de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap behoort.

Voor ieder werkend lid wordt een plaatsvervanger aangewezen.

De commissie wordt bijgestaan door een secretaris gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie.

Artikel 98. De Minister tot wiens bevoegdheid het beheer van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra behoort, benoemt de voorzitter, de ambtenaren die lid zijn en zijn afgevaardigde.

Ook benoemt hij, op de voordracht van de vakorganisaties bedoeld bij artikel 97, 3°, de leden die deze organisaties vertegenwoordigen.

De secretaris wordt door de Minister aangesteld op de voordracht van de voorzitter.

De Commissie kan zich laten bijstaan door technici die niet stemgerechtigd zijn. Ze stelt haar eigen huishoudelijk reglement op dat aan de Minister ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Artikel 99. Het mandaat van de leden van de Reffectatiecommissie wordt niet bezoldigd. Ze hebben recht op de terugbetaling van hun verplaatsingskosten in de eerste klasse om zich naar de vergaderingen te begeven alsook de terugbetaling van hun verblijfskosten.

Artikel 100. § 1. In de loop van de maand november 2000 vergadert de Reffectatiecommissie en stelt ze de reffectatie voor van de leden van het technisch personeel in de op 1 september 2000 definitief vacant verklaarde betrekkingen.

Ze zendt haar voorstellen naar de Minister ter beslissing over.

De beslissingen betreffende de overeenkomstig dit artikel, § 1, voorgedragen reffectaties hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Indien het lid van het technisch personeel weder in dienstactiviteit werd geroepen in een betrekking met minstens de drie vierde van de periodes waarvoor het bezoldigd is, bekleedt het zijn ambt in het centrum waar het gereffecteerd is tot 1 september 2001.

§ 2. Daarna, in de loop van de maand november 2000, onderzoekt en stelt de Reaffectatiecommissie de reffectatie voor van de leden van het technisch personeel die in disponibiteit werden gesteld bij ontstentenis van betrekking op 1 september 2000 in de betrekkingen die vrijgesteld kunnen worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 10bis van het koninklijk besluit nr. 297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestaties in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra.

Ze stuurt de voorstellen ter beslissing aan de Minister toe.

De beslissingen met betrekking tot de reffectaties voorgedragen overeenkomstig dit artikel, § 2, lid 1, hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Artikel 101. § 1. Ieder wegens ontstentenis van betrekking in disponibiteit gesteld personeelslid kan, op eigen aanvraag, in disponibiteit wegens persoonlijke aangelegenheden gesteld worden.

§ 2. De duur van de indisponibiteitstelling wegens ontstentenis van betrekking, die als basis dient voor de berekening van het wachtgeld bedoeld bij artikel 184, wordt opgeheven gedurende de uren van voorlopige wederroeping in dienstactiviteit.

Afdeling II. — *De reffectatie*

Artikel 102. De op 1 september 2000 definitief vacant verklaarde betrekkingen worden ter kennis gebracht van de leden van het technisch personeel die in disponibiteit werden gesteld wegens ontstentenis van betrekking in de centra door middel van een bericht ingevoegd in het *Belgisch Staatsblad* in de loop van de maand oktober 2000.

Dit bericht vermeldt dat de betrekkingen per reffectatie zullen kunnen worden toegekend aan de leden van het technisch personeel die stagiair of definitief benoemd zijn en die in disponibiteit werden gesteld wegens ontstentenis van betrekking voor het te begeven ambt.

Dit bericht bepaalt dat alle leden van het technisch personeel die belang hebben voor de te begeven betrekkingen een aanvraag tot reffectatie moeten indienen.

In het bericht worden de vorm en de termijn voor de indiening van de aanvragen gepreciseerd.

Artikel 103. De aanvragen dienen toegestuurd te worden, per ter post aangetekende brief, naar het adres vermeld in het bericht bedoeld bij artikel 102 van het besluit.

De aanvragen moeten ingediend worden in de correcte vorm en binnen de bepaalde termijn.

De termijn zal niet korter zijn dan tien werkdagen. Hij begint te lopen vanaf de dag van de bekendmaking van het bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 104. Het lid van het technisch personeel dat meerdere betrekkingen aanvraagt zal een afzonderlijke aanvraag voor elke betrekking indienen met vermelding desnoods van zijn voorkeur.

Artikel 105. De Minister reffecteert het lid van het technisch personeel dat geen aanvraag tot reffectatie heeft ingediend in een van de vacant verklaarde betrekkingen die niet toegekend werden aan één van de leden van het technisch personeel die één of meerdere aanvraag tot reffectatie hebben ingediend in de correcte vorm en binnen de bepaalde termijn.

Afdeling III. — *De voorlopige wederroeping in dienstactiviteit*

Artikel 106. Ieder lid van het technisch personeel dat in disponibiteit werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking blijft ter beschikking van de Minister die hem tijdelijk weer in dienstactiviteit kan oproepen :

1° vóór elke aanwijzing van een tijdelijke;

2° daarna, in de betrekkingen bekleed door tijdelijken gerangschikt in de tweede groep;

3° eindelijk, in de betrekkingen bekleed door tijdelijken gerangschikt in de eerste groep, in de omgekeerde orde van hun rangschikking.

Artikel 107. Wanneer de Minister ertoe geleid is een betrekking voorlopig toe te kennen in een bevorderingsambt, geeft hij de voorrang aan de voorlopige wederroeping in dienstactiviteit van een personeelslid dat in disponibiteit werd gesteld voor betrokken ambt, dan aan het personeelslid dat aan de voorwaarden bepaald bij artikel 85, 1 tot 3, van dit besluit voldoet en dat in staat is onmiddellijk en effectief het betrokken ambt te bekleden.

Artikel 108. Het personeelslid dat in disponibiteit werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking in een bevorderingsambt kan voorlopig in dienstactiviteit weder opgeroepen worden in een betrekking van het wervingsambt dat het toegang verleende tot het bevorderingsambt waarin het benoemd is, overeenkomstig de bepalingen van artikel 106 van dit besluit.

Niettegenstaande deze voorlopige wederroeping in dienstactiviteit, blijft het bij lid 1 bedoeld personeelslid ter beschikking van de Minister om gereffecteerd te worden in het ambt waarin het benoemd is.

Het lid van het technisch personeel, aldus voorlopig in dienstactiviteit weder opgeroepen, behoudt het voordeel van de baremaschaal die het genoot voordat het in disponibiteit werd gesteld wegens ontstentenis van betrekking.

Afdeling IV. — *De mutatie*

Artikel 109. De betrekkingen die na de reffectatiebewegingen definitief vacant zijn gebleven, worden door de Minister ter kennis van de in vast verband benoemde personeelsleden gebracht door middel van een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* in de loop van de maand februari 2001 zal worden bekendgemaakt.

Dat bericht bepaalt dat de betrekkingen door middel van een mutatie kunnen worden toegekend aan de in vast verband benoemde personeelsleden die titularis zijn van het wervingsambt waarvan de betrekking toe te kennen is en die tenminste de vermelding "voldoet" bij de laatste beoordelingsstaat hebben gekregen of die titularis zijn van het bevorderingsambt waarvan de betrekking toe te kennen is en die in dat bevorderingsambt sedert ten minste drie jaar benoemd zijn.

Het bericht bepaalt dat de personeelsleden die door de toe te kennen betrekkingen geïnteresseerd zijn, hun aanvraag om mutatie moeten indienen.

Dat bericht bepaalt eveneens dat de leden van het technisch personeel bedoeld in lid 2 van dit artikel die een mutatie wensen te krijgen in een betrekking die definitief vacant is geworden na de mutatiebewegingen die in de eerste beurt hebben plaatsgevonden, een aanvraag om mutatie moeten indienen.

Het bericht bepaalt de vorm waarin en de termijn waarbinnen de aanvragen moeten worden ingediend.

Artikel 110. De aanvragen dienen bij een ter post aangetekend schrijven te worden toegestuurd aan het adres vermeld in het bericht bedoeld in artikel 109 van dit besluit.

De aanvragen moeten in de vereiste vorm en binnen de vereiste termijn worden ingediend.

De termijn zal niet korter kunnen zijn dan tien werkdagen. Hij begint te lopen op de dag van de bekendmaking van het bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

Artikel 111. Het lid van het technisch personeel dat naar verschillende betrekkingen solliciteert, moet een afzonderlijke aanvraag voor elke betrekking indienen, eventueel met vermelding van zijn voorkeur.

Artikel 112. Alleen de aanvragen die worden ingediend in de vorm en binnen de termijn bedoeld in artikel 109 worden in aanmerking genomen.

Artikel 113. Elke betrekking van het ambt waartoe zij in vast verband benoemd zijn, die definitief vacant is geworden ten gevolge van de mutatiebewegingen die bij de eerste beurt plaatsvonden, wordt door middel van een omzendbrief ter kennis gebracht van de leden van het technisch personeel die een aanvraag om mutatie hebben ingediend overeenkomstig de bepalingen van artikel 109, lid 4, van dit besluit en die geen mutatie bij die eerste beurt hebben gekregen.

Die omzendbrief wordt hun bij een ter post aangetekend schrijven toegestuurd. Hij bepaalt dat de personeelsleden die door de toe te kennen betrekking geïnteresseerd zijn, hun aanvraag bij het vermelde adres moeten indienen binnen een termijn van acht dagen. Die termijn begint te lopen vanaf de dag na de toezending van de omzendbrief.

Artikel 114. Voor elk van de toe te kennen betrekkingen, worden de leden van het technisch personeel die een regelmatige aanvraag om mutatie hebben ingediend en die de vereiste voorwaarden vervullen, gerangschikt volgens de dienstanciënniteit in de centra van de Franse Gemeenschap die op 1 september van het lopende dienstjaar verworven was.

Bij gelijke dienstanciënniteit, wordt de voorrang verleend aan het lid van het technisch personeel dat de grootste ambtsanciënniteit in de centra van de Franse Gemeenschap op voormelde datum telt.

Bij gelijke ambtsanciënniteit, wordt de voorrang verleend aan het oudste lid.

Artikel 115. § 1. Voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 114 :

1. worden alle diensten in aanmerking genomen die het lid van het technisch personeel in welke hoedanigheid dan ook heeft gepresteerd in de centra van de Franse Gemeenschap in een ambt van het technisch personeel;

2. is de duur van die diensten gepresteerd in een ambt met volledige of onvolledige dagtaak gelijk aan het aantal gepresteerde dagen die in aanmerking worden genomen vanaf het begin van de ononderbroken periodes van actieve dienst, met inbegrip van alle afwezigheden die worden gelijkgesteld met een periode van actieve dienst en die in deze ononderbroken periodes van actieve dienst worden opgenomen;

3. worden eveneens in aanmerking genomen :

a) de afwezigheden als tijdelijk lid van het technisch personeel, verkregen overeenkomstig artikel 170 van dit besluit, indien zij in de ononderbroken periodes van actieve dienst worden opgenomen;

b) de periodes gedurende welke het personeelslid ter beschikking werd gesteld bij gebrek aan betrekking of wegens ziekte;

4. vormen dertig dagen één maand;

5. worden de diensten die werkelijk werden gepresteerd in een ambt met onvolledige dagtaak dat ten minste de helft van de prestaties telt die vereist zijn voor een ambt met volledige dagtaak, net zoals de diensten die in een ambt met volledige dagtaak worden gepresteerd, in aanmerking genomen, waarbij het aantal dagen die werden gepresteerd in een ambt met onvolledige dagtaak, dat minder dan de helft telt van de prestaties die vereist zijn voor een ambt met volledige dagtaak, met de helft wordt verminderd.

§ 2. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 114 :

1. worden alle diensten in aanmerking genomen die het lid van het technisch personeel in welke hoedanigheid dan ook heeft gepresteerd in de centra van de Franse Gemeenschap, in het ambt waarvan de betrekking toe te kennen is;

2. zijn de bepalingen van § 1, punten 2, 3, 4 en 5 van toepassing.

Artikel 116. De Minister kent, door mutatie, aan het lid van het technisch personeel dat de eerste plaats bekleedt van de rangschikking bedoeld in artikel 114, elke definitief vacant geworden betrekking toe van het ambt waarin dat personeelslid in vast verband benoemd is, rekening houdend met de voorkeur die wordt uitgedrukt overeenkomstig de bepalingen van artikel 111.

De Minister kan afwijken van de regel van lid 1 voor de mutatie in een betrekking van een bevorderingsambt. In dat geval bepaalt de Minister zijn beslissing met vermelding van de redenen waarop ze steunt.

De mutatiebeslissingen hebben uitwerking met ingang van 1 september 2001.

§ 3. In hetzelfde besluit worden opgeheven :

1. artikel 117, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993;
2. afdeling 5, die bestaat uit de artikelen 118 tot 128, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993 en bij de besluiten van de Regering van 15 oktober 1996 en 29 april 1999;
3. afdeling 6, die bestaat in artikel 129, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 oktober 1996.

Art. 5. In artikel 183, § 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993 worden de woorden "in een vacante betrekking" vervangen door de woorden "in een definitief of tijdelijk vacante betrekking".

Art. 6. Aan artikel 183ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Executieve van 30 april 1993, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 15 oktober 1996, wordt opgeheven;

2° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De bepalingen van artikel 115 zijn van toepassing op de berekening van de dienst- en ambtsanciënniteit bedoeld bij §§ 1 en 2.

De anciënniteiten worden bepaald op de datum waarop de indisponibiliteitstelling wordt uitgesproken. ».

Art. 7. In artikel 184, lid 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden "aan zijn activiteitswedde" vervangen door de woorden "aan zijn laatste activiteitswedde".

Art. 8. Dit besluit is van toepassing voor het schooljaar 2000-2001 en treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. De Minister van Secundair Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 oktober 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Secundair Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Jeugd, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor sociale promotie,

W. TAMINIAUX



MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 3052

[C — 2000/29411]

13 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution de l'article 7bis du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment l'article 7bis inséré par le décret du 20 juillet 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 août 1996 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Conseil pédagogique, du Conseil social et des Conseils de département ainsi que les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration et du Collège de direction des Hautes Ecoles organisées par la Communauté française, modifié par l'arrêté du 22 juin 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1999 pris en application de l'article 8 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française;

Vu le protocole du 7 septembre 2000 du Comité de secteur IX et du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II réunis conjointement;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants du 6 septembre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 septembre 2000;

Vu la délibération du Gouvernement du 14 septembre 2000 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat à donner dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 octobre 2000 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 9 novembre 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Le maître-assistant chargé de la gestion administrative et juridique de la Haute Ecole et celui chargé de la gestion financière et comptable de la Haute Ecole exercent leurs attributions sous l'autorité fonctionnelle du directeur-président afin d'apporter le soutien technique nécessaire aux prises de décision du Conseil d'administration ou des organes de gestion.